

# CHANGEONS DE PRIORITÉS !

## APPEL MONDIAL pour la RÉAFFECTATION des DÉPENSES MILITAIRES au SECTEUR CIVIL

LANCÉ PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DE LA PAIX (BIP/IPB)

Octobre 2008



[URGENT - SIGNEZ CET APPEL! Voir plus bas pour plus d'information](#)

*Alors que le monde tente de réagir à la crise financière qu'il n'a pas su prévenir, les organisations de la société civile se mobilisent pour exiger, au nom des populations plongées dans la misère, qu'on se penche sur un élément central de l'économie mondiale : le secteur militaire.*

Dans quelques jours, diplomates et économistes se rencontreront pour évaluer les progrès réalisés dans la recherche de « sources novatrices de financement du développement ». (*Conférence Internationale de suivi sur le Financement du Développement, examen de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey*, du 29 nov. au 2 déc. 2008, à Doha au Qatar). Plusieurs propositions seront étudiées, mais il est peu probable que les délégations évoquent les sommes faramineuses que leurs gouvernements dépensent dans le secteur militaire. Cet Appel mondial vise, par des positions audacieuses, à mettre cette question au centre du débat.

Il y a huit ans, les États-membres de l'ONU ont accepté les Objectifs du Millénaire pour le Développement, fixant des buts précis dans 8 domaines essentiels pour réduire sensiblement la pauvreté d'ici à 2015. Toutefois, les analystes reconnaissent que sans des engagements beaucoup plus importants ces objectifs ne pourront être atteints, et que des centaines de millions de personnes, en majorité des femmes, resteront dans la misère la plus totale.

Il y six ans, plus de 50 Chefs d'États et 200 Ministres des Finances, des Affaires Étrangères, du Développement et du Commerce, ont adopté à Monterrey, au

Mexique, un ensemble sans précédent de mesures pour financer le développement ; il s'agit du Consensus de Monterrey.

Durant ces débats de haut-niveau, peu sinon aucune voix ne s'est élevée pour souligner le paradoxe entre les sommes colossales dépensées par les gouvernements dans le secteur militaire, et le peu de ressources consacrées à l'élimination de la scandaleuse pauvreté de masse.

*Les dépenses militaires mondiales ont atteint les 1'339 milliards de dollars US en 2007, selon l' Institut de Recherches sur la Paix de Stockholm. Ceci correspond à 2,5% du PIB mondial et à \$ 202 par tête d'habitant au niveau global. Les Etats-Unis comptent à eux-seuls pour 45% du total*

Il est difficile d'appréhender de tels chiffres sans imaginer les possibilités d'employer différemment ce vaste trésor : pour sauver des vies, développer les communautés les plus pauvres, protéger l'environnement, promouvoir les énergies renouvelables, et tant d'autres besoins. Selon le Projet du Millénaire de l'ONU, la réallocation d'environ 10% de ce total (soit \$ 121 milliards) suffirait pour atteindre les OMD. Cela signifie qu'assez d'argent serait disponible pour assurer à tous les êtres humains l'accès aux conditions minimum d'existence : eau potable, nourriture de base, soins médicaux et éducation de qualité.

L'ONU a régulièrement attiré l'attention sur la relation entre désarmement et développement. En 1987, déjà, elle déclarait lors d'une conférence historique sur cette question :

*Les ressources dégagées par des mesures de désarmement devraient être allouées à la promotion du bien-être de tous les peuples, à l'amélioration des conditions économiques des pays en développement et à la réduction de l'écart économique entre les pays développés et les pays en développement.*

et d'ajouter:

*Le secteur militaire consomme aussi une partie importante des ressources énergétiques mondiales comme d'autres minerais, et détourne des ressources humaines qualifiées ainsi qu'une production industrielle pouvant être utilisées dans d'autres secteurs. De plus, la production et l'entreposage des armements, en particulier des armes nucléaires et chimiques, représentent une menace considérable pour l'environnement.*

Pourtant, ces dernières décennies, presque aucune action n'a été entreprise sur la base de ces accords, en dépit de nombreuses résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies, et d'avantage encore de déclarations et de beaux discours.

En l'absence d'un traité et d'obligations concrètes dans ce domaine, les décisions concernant l'affectation des ressources publiques (et spécialement celles concernant les questions de défense nationale), sont confinées à l'échelle des nations. **C'est pour cette raison que les pressions de la société civile doivent prioritairement s'exercer au niveau national.**

A une époque où la famille humaine est confrontée à toute une série de drames (allant du changement climatique au VIH-SIDA, en passant par les famines et une crise économique provoquée par l'effondrement du système financier), nous pensons que les politiciens doivent impérativement réaliser que nos priorités budgétaires – surtout mais pas uniquement dans les pays riches – doivent changer, et que le public demande ce changement.

Comment avancer dans cette direction?

**Nous lançons un appel pour que les 5 points suivants soient adoptés urgemment :**

1. Chaque gouvernement devrait reconsidérer ses doctrines et politiques de défense, et adopter une approche pro-active de sécurité humaine qui donne moins de poids à la force militaire et plus d'importance à la prévention des menaces pour la sécurité quotidienne de tous.
2. Il devrait aussi examiner – par un processus démocratique – les secteurs absorbant des dépenses militaires excessives et qui pourraient être réduites sur une période de 5 ans, par exemple.
3. Il devrait rechercher des voies permettant de réaffecter les montants économisés à une série de programmes économiques et sociaux, au profit des communautés les plus pauvres, dans le pays comme à l'étranger.
4. Il devrait encore s'assurer qu'une portion fixe des ressources retirées au secteur militaire soit attribuée à un fonds multilatéral pour l'atténuation des effets et l'adaptation au changement climatique global.
5. Il devrait enfin explorer des propositions spécifiques comme l'*Option 10%*, une initiative uni- ou multilatérale visant la conversion systématique de 10% des dépenses militaires en investissements pour le développement social, dans le but de combattre la pauvreté.

Plusieurs autres initiatives importantes avancent dans des domaines connexes – pour juguler la production et le commerce des armes, pour interdire les engins explosifs décimant les populations civiles, pour cesser de d'investir dans les entreprises impliquées dans la production d'armes de destruction massive, pour s'attaquer au crimes de guerre au moyen du système légal international, parmi d'autres exemples.

Comment provoquer ce changement fondamental de priorité ? Par la sensibilisation du public, la création de coalitions, le lobbying continu et par une bonne organisation.

Le moment est venu de changer de priorités. Lançons le mouvement !



## COMMENT CET APPEL SERA UTILISÉ

**IPB invite les organisations de la société civile actives dans tous les secteurs et à tous les niveaux (local, national, international) à signer cet appel.**

Notre enverrons cet appel signé par le plus grand nombre possible d'**organisations**, à toutes les délégations à la Conférence sur le Financement du Développement, en demandant que le problème des dépenses militaires soit soulevé par un maximum de pays et d'experts.

Au-delà, nous souhaitons intensifier le dialogue avec les États, les agences onusiennes et les organisations internationales. Nous nous concentrerons cependant sur le niveau national, et pour ce faire nous devons étendre notre répertoire d'adresses d'ONG dans chaque pays, afin de faciliter l'émergence d'un **réseau mondial efficace permettant le partage d'expérience et le soutien mutuel.**

Nous n'acceptons pas de **signatures individuelles** pour l'instant. Cela fera sans doute l'objet d'une édition ultérieure de cet appel.

Nous sommes bien conscient que ce texte ne conviendra pas entièrement à chaque groupe, mais nous avons essayé de le rendre assez général pour qu'il obtienne un large soutien et qu'il reste longtemps d'actualité ; et aussi avec suffisamment de contenu et de précision pour qu'il puisse avoir de l'impact en termes politiques comme de sensibilisation. Nous espérons que, si vous soutenez dans ses grands lignes l'idée de base de cet appel, vous le signerez et **encouragerez d'autres à le faire aussi.**

A ce stade, les **amendements** ne sont pas pris en compte, mais tous commentaires sont bienvenus en vue d'une probable **seconde version** qui surviendra plus tard dans la campagne.

**Vous pouvez soutenir cet appel en :**

- le présentant à votre prochaine réunion de comité ou de membres
- le passant à d'autres groupes qui pourraient s'y intéresser
- traduisant le texte (merci de nous envoyer un copie par e-mail)
- l'affichant dans votre site web (avec un lien vers [www.ipb.org](http://www.ipb.org))
- restant en contact avec le Secrétariat du IPB, afin de coordonner des actions futures

---

**Envoyez votre accord de soutien à :**

**IPB, 41 rue de Zurich, 1201 Geneva, Switzerland**

**Fax: +41 22 738 9419, [secgen@ipb.org](mailto:secgen@ipb.org), [www.ipb.org](http://www.ipb.org)**

**Le Bureau International de la Paix (IPB) a pour vocation la promotion d'un monde sans guerre. Notre organisation a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1910, et treize de ses membres dirigeants ont également été honorés de cette distinction au fil des ans.**

**Regroupant aujourd'hui près de 300 organisations réparties dans 70 pays, ainsi que des membres individuels, IPB constitue un réseau global alliant expertise et expérience militante au service d'une cause commune.**

**Notre programme principal cherche à promouvoir le *Désarmement durable pour le Développement durable*. Toute participation est bienvenue.**

Avec le soutien de :

